



Les 144 mesures

Guide synthétique — les dix propositions
que personne d'autre ne formule.

Cent quarante-quatre mesures, trois piliers, vingt-sept chapitres. Chacune part d'un constat sourcé, se termine par un chiffrage, et nomme la recette qui la finance. Ce guide en ouvre dix — les autres vous attendent sur le site.

LES DIX OUVERTES DANS CE GUIDE

M1

M2-4

M6+7

M11

M61+66

M77

M78+79

M99+115

M131+132

M141

Louis-Henri ALIX

Auteur des 144 propositions

les144.fr

Ce document n'est pas un tract. C'est l'extrait d'un corpus de cent quarante-quatre mesures écrites, chiffrées et datées, dont l'intégralité est publiée en accès libre sur les144.fr.

La règle qui a présidé à sa rédaction tient en trois lignes. Aucune mesure n'est annoncée sans être chiffrée. Aucun chiffrage n'est présenté sans que la recette qui le couvre soit nommée. Et la trajectoire qui relie l'ensemble — année par année, jusqu'au solde — est publiée, pas promise.

C'est le seul point sur lequel ce travail demande à être jugé. Les montants, tout le monde en annonce. Le chemin pour y arriver, presque personne ne le publie. Vous trouverez le nôtre à la fin de ce guide.

Ces cent quarante-quatre propositions ne sont, à ce jour, portées par aucune candidature. Elles ont été écrites pour être reprises : par un mouvement, par une équipe, par une femme ou un homme qui aura la carrure de les porter devant les Français. Elles appartiennent à qui voudra s'en saisir — et elles attendent celui ou celle qui les portera.

Les dix propositions qui suivent — dix-sept mesures du corpus — ont été retenues sur un seul critère : elles sont *hors norme*. Non pas parce qu'elles seraient extrêmes, mais parce qu'aucune autre offre politique ne les formule aujourd'hui — ni dans ces termes, ni avec ce niveau de précision, ni avec le financement en regard.

COMMENT LIRE UNE FICHE

1. **La phrase clé** — ce qu'il faut retenir si vous ne retenez qu'une ligne.
2. **Le constat** — les chiffres, avec leur source. Aucun n'est de notre fabrication.
3. **La mesure** — ce qui est écrit, précisément, dans le corpus.
4. **Ce qui est hors norme** — pourquoi vous ne l'entendrez nulle part ailleurs.
5. **Le chiffrage** — le coût, et la recette qui le couvre.

Chaque fiche renvoie à sa page complète sur le site, où figurent le détail juridique, le calendrier de mise en œuvre, les objections traitées et les sources.

Le Collège de gouvernance de l'État

PILIER LIBERTÉ · CHAPITRE 1 — GOUVERNANCE ET EXEMPLARITÉ

Le président garde le pouvoir de décider. Il perd celui de décider seul.

LE CONSTAT

La solitude présidentielle est absolue : Conseil d'État politisé, conseillers ministériels nommés au calcul partisan, aucun garde-fou expert et public entre la décision et son exécution. Dans le même temps, la confiance dans les institutions atteint son niveau le plus bas depuis 1958 — Présidence 22 %, Gouvernement 23 %, Assemblée nationale 27 % (*Baromètre CEVIPOF 2025*).

LA MESURE

Treize experts indépendants réunis autour du chef de l'État dès le premier jour du mandat — un par grand domaine : économie et finances publiques, défense, justice, sécurité intérieure, affaires étrangères et Europe, santé, éducation, écologie et énergie, souveraineté numérique et IA, agriculture, culture et patrimoine, travail et cohésion sociale, outre-mer.

- **Désignation** : le président choisit, mais sur des listes proposées par les Académies, les Cours suprêmes, les ordres professionnels et les sociétés savantes.
- **Profil exigé** : n'avoir jamais brigué de mandat politique ni recherché la notoriété médiatique.
- **Mandat** : cinq ans, unique, non renouvelable.
- **Pouvoir réel** : avis publics obligatoires sur toute décision majeure. Le président peut passer outre — mais il doit motiver publiquement son désaccord.

CE QUI EST HORS NORME

Aucune autre offre politique ne propose à un président de s'imposer à lui-même une contrainte d'explication publique face à une instance qu'il n'a pas entièrement choisie. Et cela ne demande **aucune révision constitutionnelle** : décret et loi organique suffisent, applicables au premier jour.

COÛT

10 à 20 M€ / an

Fonctionnement du Collège

EFFET ATTENDU

Décision documentée

Chaque avis publié intégralement

« Des intellectuels, des spécialistes, des esprits brillants et intègres que la France compte par dizaines — on les trouve souvent sur les réseaux sociaux à défendre leur domaine sans chercher la promotion. Ils sont transpartisans. Ils forment ensemble le Conseil d'administration de l'État, pour des décisions concertées, expertes et représentatives. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 1 — Un Collège de 13 experts indépendants autour du président · les144.fr/m1

Casier judiciaire vierge à vie pour toute fonction publique majeure

PILIER LIBERTÉ · CHAPITRE 1 — GOUVERNANCE ET EXEMPLARITÉ · RÉFÉRENDUM

Pour tenir une caisse dans une banque, il faut un casier vierge. Pour tenir le budget de la France, non.

LE CONSTAT

Tous les Français qui postulent à un emploi sérieux — banque, gendarmerie, école, sécurité — doivent présenter un casier judiciaire vierge. Pour devenir député, ministre ou président de la République, aucune obligation de cette nature n'existe. C'est une anomalie démocratique, et elle est admise depuis si longtemps qu'on ne la voit plus.

LA MESURE

Casier judiciaire vierge à vie exigé pour toute fonction publique majeure — **élective ou nominative**. La règle ne vise pas seulement les candidats aux élections : elle s'applique aussi aux fonctions de nomination, là où se prennent une grande partie des décisions.

Elle n'est pas votée par le Parlement : elle est **inscrite dans la Constitution par référendum à l'automne 2027**. Ce sont les Français qui l'imposent, pas les élus qui se l'appliquent à eux-mêmes.

CE QUI EST HORS NORME

Personne ne soumet cette question au peuple. Elle ne coûte rien, elle ne demande aucun financement, elle produit son effet immédiatement — et c'est précisément pour cela qu'aucun appareil politique ne la porte. Une mesure sans coût qui ne passe pas, c'est une mesure qui gêne.

COÛT

Nul

Aucune dépense publique

VÉHICULE

Référendum, automne 20271^{er} des sept référendums du quinquennat

« Tous les Français qui postulent à un emploi sérieux doivent présenter un casier vierge. Mais pour devenir député, ministre ou président, aucune obligation. Cette anomalie démocratique cessera. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 11 — Un casier judiciaire vierge pour gouverner la France · les144.fr/m11

La rémunération des gouvernants indexée sur le salaire médian des gouvernés.

LE CONSTAT

Restaurants subventionnés au Palais Bourbon, au Palais du Luxembourg et à l'Élysée : entrée, plat et dessert à 8 à 12 € pour des prestations gastronomiques — soit 10 à 20 M€/an de subventions invisibles. Budget annuel de la présidence de la République : 122,6 M€ en 2025, pour environ 825 collaborateurs. Ministres, préfets, ambassadeurs et dirigeants des grands corps disposent d'hôtels particuliers et de logements de fonction dont le périmètre n'est même pas consolidé publiquement.

LA MESURE

- **A — L'indexation.** Indemnités parlementaires ramenées à deux fois le salaire médian des Français ; président de la République à trois fois. Pas un gel, pas un plafond arbitraire : un rapport fixe entre ceux qui décident et ceux pour qui l'on décide.
- **B — Les avantages de bouche.** Fin des restaurants subventionnés et des avantages en nature de la haute fonction politique.
- **C — La présidence fonctionnelle.** L'Élysée devient un musée vivant qui reçoit les chefs d'État ; le travail présidentiel s'exerce dans des locaux fonctionnels. Le patrimoine de prestige sans usage est cédé.

CE QUI EST HORS NORME

Les autres promettent de « réduire le train de vie de l'État ». Une réduction se décide, puis se défait. Une indexation ne se défait pas : elle lie mécaniquement le sort des gouvernants à celui du pays. Quand la France s'appauvrit, ses dirigeants s'appauvrissent avec elle.

ÉCONOMIES

160 à 300 M€ / an

Plus les cessions exceptionnelles

PORTÉE

Symbolique et budgétaire

Elle conditionne la crédibilité de tout le reste

« Quand vous vous enrichirez, ils s'enrichiront avec vous. Quand vous souffrirez, ils souffriront avec vous. La République redevient lisible, contrôlable, juste. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 2 — Statut Serviteur (1) : les élus payés sur le salaire médian · [les144.fr/m2](#)

Mesure 3 — Statut Serviteur (2) : fin des restaurants subventionnés · [les144.fr/m3](#)

Mesure 4 — Statut Serviteur (3) : une présidence sans palais · [les144.fr/m4](#)

Règle d'or budgétaire constitutionnelle, trajectoire datée jusqu'en 2037

PILIER LIBERTÉ · CHAPITRE 4 — DÉPENSE PUBLIQUE, DETTE, GESTION D'ÉTAT · RÉFÉRENDUM

Les autres annoncent des montants. Ici, le chemin est publié — année par année, avec le solde public à chaque jalon.

LE CONSTAT

- Dette publique fin 2025 : **3 460,5 Md€**, soit **115,7 % du PIB** (INSEE, comptes définitifs, mai 2026).
- Charge des intérêts : 59 Md€ en 2024, 67 en 2025, **74 Md€ en 2026**, projetée **au-delà de 100 Md€ en 2029**.
- Elle dépasse déjà le budget de la Défense (~50 Md€) et talonne celui de l'Éducation nationale (~64 Md€). **En 2029, les intérêts de la dette coûteront plus cher aux Français que toute l'école de la République.**
- **310 Md€** d'émissions de dette à moyen et long terme en 2026 — record historique de la République.
- Cour des comptes, 19 février 2026 : « risques significatifs sur la matérialisation des économies, sans réformes structurelles ».

LA MESURE

Une règle d'or budgétaire **inscrite dans la Constitution par référendum à l'automne 2027**, assortie d'une trajectoire datée jusqu'en **2037**, jalon par jalon : 5,2 % de déficit en 2027, 4,5 % en 2030, 3,5 % en 2034, **3 % en 2037**. Au-delà, aucune date n'est promise. Clause de souplesse de ± 3 ans activable à la majorité qualifiée en cas de choc. Budget base zéro généralisé, mécanisme d'alerte automatique. Effort structurel : **environ 14 Md€/an**.

CE QUI EST HORS NORME

Ce n'est pas la règle d'or qui distingue ce programme — d'autres la revendiquent désormais. C'est que **la trajectoire est publiée intégralement**, année par année, avec le solde public à chaque étape. Un montant s'annonce en trente secondes ; un chemin s'expose à la vérification.

EFFORT STRUCTUREL

~14 Md€ / an

Jusqu'en 2037

GAIN ATTENDU

5 à 15 Md€ / an

Prime de risque, à terme

« Je veux gouverner comme un patron sérieux gère son entreprise : avec une comptabilité tenue, des comptes audités, des dépenses justifiées. Pas en 12 mois — en 12 ans : un mandat pour réparer, un mandat pour redresser. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 77 — La règle d'or : le déficit sous 3 % en 2037, année par année · les144.fr/m77

Zéro charge sur les trois premiers salariés — et la recette qui la paie

PILIER LIBERTÉ · CHAPITRE 2 — TRAVAIL, CHARGES, RETRAITES, FISCALITÉ

Zéro charge patronale sur les trois premiers salariés d'une TPE. Et la recette qui la finance est nommée dans le même document.

LE CONSTAT

La France compte **1,4 million de TPE**, premières créatrices d'emplois du pays. Les charges patronales étouffent l'embauche initiale — celle du premier, du deuxième, du troisième salarié, la plus risquée de toutes. Pendant ce temps, les grands groupes à fortes marges et les plateformes internationales y échappent largement.

LA MESURE

- **Mesure 6 — L'allègement.** Zéro charge patronale sur les trois premiers salariés des entreprises de moins de dix salariés, y compris les salariés déjà en poste, et zéro charge pour les exploitants agricoles de moins de dix salariés. Exonération totale jusqu'à 1,6 SMIC, dégressive jusqu'à 2,5 SMIC. Coût : **4 à 8 Md€/an**.
- **Mesure 7 — La recette.** La CSMB, contribution sociale sur les marges brutes, assise sur l'excédent brut d'exploitation et progressive selon le taux de marge. Elle vise les grands groupes et plateformes à fortes marges — banque, télécoms, e-commerce — françaises ou étrangères, dans un dispositif non discriminatoire conforme aux précédents validés par la CJUE. Recette : **10 à 15 Md€/an**.

Transfert à somme nulle : les impôts de production globaux n'augmentent pas.

CE QUI EST HORS NORME

L'allègement de charges est une promesse universelle en campagne. Ce qui ne l'est pas : **voter la dépense et sa recette dans le même geste**, avec l'assiette, le taux et la cible écrits noir sur blanc. Et une ligne qui ne bouge pas dans tout le corpus : **pas un euro d'impôt nouveau pour les ménages**.

COÛT DE L'ALLÈGEMENT

4 à 8 Md€ / an

Mesure 6

RECETTE EN REGARD

10 à 15 Md€ / an

Mesure 7 — CSMB

« Je libère les TPE et l'agriculture du poids des charges. Je crée à la place une contribution juste, payée par les multinationales qui font fortune en France sans la financer. Le système est bouclé, équitable, et il n'augmente pas les impôts des Français. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 6 — Zéro charge sur les trois premiers salariés d'une TPE · les144.fr/m6

Mesure 7 — La CSMB : les grands groupes financent la baisse des charges · les144.fr/m7

Charge de la preuve inversée et Direction d'Audit Permanent de l'État

PILIER LIBERTÉ · CHAPITRE 4 — DÉPENSE PUBLIQUE, DETTE, GESTION D'ÉTAT

Ce n'est plus à l'État de prouver qu'un organisme est inutile. C'est à l'organisme de prouver qu'il sert — en quatre-vingt-dix jours.

LE CONSTAT

Environ **1 200 agences, opérateurs, autorités administratives indépendantes et organismes consultatifs**, auxquels s'ajoutent les structures hybrides subventionnées, sont présumés utiles par défaut. Aucun n'a jamais eu à démontrer publiquement son utilité, et aucun audit régulier ne vérifie leur véritable utilité. Et la Cour des comptes constatait le 19 février 2026 que même le maigre effort budgétaire prévu n'était pas tenu.

LA MESURE

- **L'audit général à charge de la preuve inversée.** Chaque organisme dispose de **90 jours** pour prouver son utilité. À l'issue : maintien, fusion ou suppression — décision publique et motivée. Le périmètre porte sur les missions, les interventions et les subventions, pas seulement sur les fonctions support.
- **La garantie sociale.** Aucun licenciement de fonctionnaire de terrain. Reclassement vers la santé, la justice, l'école, la sécurité — là où l'État manque de bras.
- **L'instrument permanent : la DAPE.** Direction d'Audit Permanent de l'État, 50 à 100 auditeurs habilités **rattachés au Collège et non à Bercy**. Audit de chaque organisme tous les trois ans. Saisine possible par le Parlement ou par **100 000 citoyens**. Recommandations publiques et opposables.

CE QUI EST HORS NORME

L'inversion de la charge de la preuve, appliquée à l'État lui-même. Et un auditeur qui ne dépend pas du ministère qu'il audite : c'est toute la différence entre un contrôle et une autoévaluation. Cet audit est **la première ligne de recettes** de la trajectoire — pas une variable d'ajustement de fin de tableau.

COÛT DE LA DAPE

50 à 80 M€ / an

50 à 100 auditeurs habilités

RECETTE ATTENDUE

15 à 25 Md€ / an

Établie organisme par organisme

« C'est à eux de prouver leur utilité — pas à l'État de prouver leur inutilité. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 78 — Une Direction d'audit permanent, hors de Bercy · les144.fr/m78

Mesure 79 — Chaque agence a 90 jours pour prouver son utilité · les144.fr/m79

Zéro enfant à la rue, zéro enfant en pauvreté d'ici 2032

2 367 enfants dormaient dehors le 11 novembre 2025. C'est ce chiffre-là qui devra tomber à zéro — et la courbe sera publiée chaque année.

LE CONSTAT

- 350 000 sans-abri, dont 2 367 enfants sans solution le 11 novembre 2025.
- 2,8 millions de ménages en attente d'un logement social — une demande sur dix satisfaite, contre une sur six en 2017.
- Taux de pauvreté : 15,4 % en 2023 (INSEE, juillet 2025), record depuis 1996. 9,8 millions de Français concernés, 21,9 % des enfants.
- En 2017, la redistribution sortait 37 % des ménages pauvres de la pauvreté. En 2023 : 28 %. La protection sociale française protège moins bien qu'il y a huit ans.

LA MESURE

Mesure 99 — Zéro enfant à la rue. 10 000 places d'hébergement en 100 jours, plan de sortie durable du sans-abrisme avec 400 000 sorties d'ici 2030, priorité absolue aux familles avec enfants.

Mesure 115 — Zéro enfant en pauvreté d'ici 2032. Un engagement présidentiel chiffré et daté, dont la courbe est publiée chaque année — donc vérifiable, donc opposable à celui qui l'a pris.

CE QUI EST HORS NORME

Un objectif daté que l'on peut perdre. La quasi-totalité des engagements sociaux sont formulés de manière à ne jamais pouvoir être démentis. Ceux-ci portent une date, un chiffre et une publication annuelle : en 2032, soit le compte est bon, soit il ne l'est pas.

ZÉRO ENFANT À LA RUE

3 à 5 Md€ / an

Dont 2,5 redéployés de l'hébergement d'urgence

CHAPITRE PAUVRETÉ

4,4 à 6,6 Md€ / an

Mesures 112 à 115

« Je n'ai pas la science infuse sur la pauvreté — je le dis humblement. Mais je sais qu'on doit y remédier, et que ça commence par écouter ceux qui la combattent au quotidien. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 99 — Zéro enfant à la rue : 10 000 places en 100 jours · les144.fr/m99

Mesure 115 — Zéro enfant en pauvreté d'ici 2032 · les144.fr/m115

Sept référendums en cinq ans, et un Grand Référendum Constitutionnel en 2028

PILIER FRATERNITÉ · CHAPITRE 25 — VIE DÉMOCRATIQUE ET INSTITUTIONS ·
RÉFÉRENDUM

Le peuple ne tranche pas une fois tous les vingt ans. Il tranche sur pièces, à date : sept référendums en cinq ans.

LE CONSTAT

Neuf référendums seulement depuis 1958 — et **aucun référendum constituant depuis 2005**. Abstention d'environ 53 % au premier tour des législatives de 2024, 49 % aux européennes : l'abstention est devenue le premier parti de France. Confiance dans les institutions : Présidence 22 %, Gouvernement 23 %, Assemblée 27 %, Sénat 35 %, Conseil constitutionnel 47 % (CEVIPOF 2025).

LA MESURE

Sept rendez-vous programmés sur le quinquennat : casier vierge et libre disposition de soi des femmes (automne 2027), règle d'or budgétaire (automne 2027), statut financier du maire (2028), **Grand Référendum Constitutionnel** — RIC, mode de scrutin, Sénat, Conseil constitutionnel, statut de l'élu — (2028), 5^e branche Autonomie (2030), mille-feuille territorial (2030-2031).

Le Grand Référendum est préparé par les audits du Collège et des conventions citoyennes, **sans pré-arbitrage présidentiel** : jusqu'aux seuils et au champ du Référendum d'Initiative Citoyenne, ce sont les Français qui tranchent — pas l'exécutif qui pose la question dont il connaît déjà la réponse.

CE QUI EST HORS NORME

Sept consultations en un quinquennat : sans précédent sous la Cinquième République. Et une contrainte que personne ne s'impose — **renoncer à écrire soi-même les questions** que l'on soumet au peuple.

CONSULTATIONS

7 en 5 ans

Dont 3 dès l'automne 2027

SANS PRÉCÉDENT

depuis 1958

9 référendums seulement en 68 ans

« On n'est plus en 1930. La Cinquième République a 70 ans. Il faut la refonder, pas la détricoter. Et la refondation doit venir du peuple, pas d'un président tout puissant. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 131 — Un Grand Référendum Constitutionnel en 2028 · les144.fr/m131

Mesure 132 — Le référendum d'initiative citoyenne, fixé par les Français · les144.fr/m132

Données souveraines : les GAFAM hors des administrations françaises

PILIER FRATERNITÉ · CHAPITRE 21 — SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE ET IA

Une date et un périmètre, pas une intention : 100 % des données publiques sensibles sur cloud souverain qualifié d'ici fin 2028.

LE CONSTAT

Trois entreprises américaines captent 71 % des revenus du cloud d'infrastructure en France (*Autorité de la concurrence, 2023*) — et la plateforme nationale des données de santé est elle-même hébergée chez l'une d'elles (*Sénat, 2025*). Or les briques d'une alternative existent déjà : l'État a racheté **Bull** (404 M€, opération finalisée en mars 2026, 720 M€ de chiffre d'affaires en croissance de 16 %), **Mistral AI** est valorisée 11,7 Md€, et **Pasqal** est la première licorne quantique française. Ce qui manque n'est pas la technologie : c'est la commande publique.

LA MESURE

- **Mesure 61 — La doctrine.** Qualification **SecNumCloud** exigée pour toute donnée publique sensible — santé, fiscalité, identité, régalien. **100 % migrées d'ici fin 2028.** Marché public national unifié. Coût : ~0,5 Md€/an pendant trois ans, puis amorti.
- **Mesure 66 — L'ancrage industriel.** Participation publique d'ancrage de **1 Md€** dans Mistral (opération de bilan, sans dilution majoritaire), marchés publics préférentiels pour les modèles de langage souverains, **5 datacenters IA de 100 MW d'ici 2030**, programme de puces souveraines (SiPearl, Kalray, STMicroelectronics), doublement de la recherche fondamentale en IA.

CE QUI EST HORS NORME

La souveraineté numérique est dans tous les discours depuis dix ans. Ce qui n'y est jamais : **une date butoir, un périmètre nominatif et une obligation opposable.** Ici, une administration qui héberge une donnée de santé hors cloud qualifié après fin 2028 est en infraction — ce n'est plus une orientation, c'est une règle.

MIGRATION DES DONNÉES

~0,5 Md€ / an

Pendant 3 ans, puis amorti

ANCRAGE INDUSTRIEL

1 Md€

Participation au capital, opération unique

« Plus aucune donnée publique française n'ira chez les GAFAM. Point. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 61 — Plus aucune donnée publique chez les GAFAM d'ici fin 2028 · les144.fr/m61

Mesure 66 — Mistral et l'IA française : l'État entre au capital · les144.fr/m66

Douze bombardiers d'eau souverains d'ici 2032

PILIER FRATERNITÉ · CHAPITRE 27 — ANIMAL, CLIMAT, BIODIVERSITÉ

Douze Canadair arrivent en fin de vie d'ici 2030 et rien n'est commandé pour les remplacer.

LE CONSTAT

La France compte 17 millions d'hectares de forêt — 31 % du territoire, record européen : 65 % privées, 25 % communales, 10 % domaniales gérées par l'ONF. Face à cela, une flotte aérienne vieillissante : 12 Canadair CL-415 en fin de vie d'ici 2030, sans remplacement programmé. Et trois sécheresses successives — 2022, 2023, 2024 — dont un été 2022 qui a privé d'eau potable environ 600 communes.

LA MESURE

- Douze bombardiers d'eau souverains d'ici 2032, construits par une filière aéronautique française — une commande industrielle, pas une location d'appareils étrangers au coup par coup.
- Leadership français sur RescEU, le mécanisme européen de protection civile : la France protège ses forêts et devient le premier fournisseur de moyens du continent.
- ONF consolidée, et non réduite comme elle l'est depuis vingt ans.

CE QUI EST HORS NORME

Après chaque grand feu, on annonce des moyens. Aucune offre politique ne transforme cette annonce en programme d'acquisition daté avec une filière industrielle nationale derrière. Ici, la sécurité civile devient une politique industrielle — et un cofinancement européen vient en atténuer le coût.

COÛT

2 à 3 Md€ / an

Flotte et forêts, en croisière

FINANCEMENT

Recettes du programme

Plus cofinancement européen RescEU

« L'ONF fait un travail formidable, il faut la soutenir, pas la réduire. Et il faut investir dans des moyens conséquents — surtout des avions — pour défendre nos forêts et aider l'Europe. »

LOUIS-HENRI ALIX, AUTEUR DES 144 PROPOSITIONS

Sur le site, avec le calendrier, le chiffrage et les objections traitées :

Mesure 141 — Douze bombardiers d'eau souverains d'ici 2032 · les144.fr/m141

Dix mesures ne font pas un programme. Voici l'architecture complète — chaque chapitre est publié en entier sur le site, mesure par mesure.

Liberté 31 mesures

Libérer le travail, l'entreprise, les territoires — et l'État exemplaire.

1	Gouvernance et exemplarité	M1-4, M11	5
2	Travail, charges, retraites, fiscalité	M5-10	6
3	Artisanat, métiers, transmission	M73-76	4
4	Dépense publique, dette, gestion d'État	M77-80	4
5	Indépendants, TPE, commerces, simplification	M87-91	5
6	Décentralisation et territoires	M81-86, M92	7

Égalité 71 mesures

Restaurer la République : justice, école, santé, logement, territoires.

7	Justice et sécurité	M12-16	5
8	École et autorité	M17-21	5
9	Laïcité et protection des femmes	M22-27	6
10	Santé	M38-45	8
11	Famille, natalité, petite enfance	M46-50	5
12	Handicap, autisme, aidants	M56-60	5
13	Immigration maîtrisée	M69-72	4
14	Logement	M93-99	7
15	Outre-mer	M100-106	7
16	Vieillesse, dépendance	M107-111	5
17	Pauvreté et inclusion	M112-115	4
18	Justice civile	M116-120	5
19	Recherche et enseignement supérieur	M121-125	5

Fraternité 42 mesures

Refonder la nation : défense, souveraineté, culture, climat.

20	Défense et souveraineté militaire	M51-55	5
21	Souveraineté numérique et IA	M61-68	8
22	Énergie, transports, industrie	M28-33	6
23	Agriculture, alimentation, ruralité	M34-37	4
24	Politique étrangère et Europe	M126-130	5
25	Vie démocratique et institutions	M131-135	5
26	Culture, langue, patrimoine, médias	M136-139	4
27	Animal, climat, biodiversité	M140-144	5

C'est la page à laquelle ce travail demande à être jugé. Non pas le montant des mesures, mais le solde public à chaque étape — publié, donc vérifiable.

ANNÉE	DÉFICIT	ÉTAPE
2025	5,1 %	Héritage — déficit définitif INSEE
2027	5,2 %	Année 1 — recettes amorcées
2030	4,5 %	DAPE en croisière
2034	3,5 %	Recettes consolidées
2037	3,0 %	Maastricht atteint — terme de la trajectoire publiée

Point de départ : déficit 2025 définitif de 5,1 % du PIB — 152,5 Md€ (INSEE, comptes définitifs, mai 2026). Clause de souplesse de ± 3 ans activable à la majorité qualifiée en cas de choc majeur.

POURQUOI L'ANNÉE 1 NE BAISSE PAS

Le déficit 2027 (5,2 %) est légèrement supérieur au point de départ 2025 (5,1 %). Ce n'est pas un défaut de la trajectoire, c'est la charge de la dette : sur le seul PLF 2026, un effort de 23 Md€ est neutralisé par **+9 Md€ d'intérêts supplémentaires**, et la charge passe de 74 Md€ en 2026 à plus de 100 Md€ en 2029. Les recettes du programme montent en régime moins vite que les intérêts n'augmentent. **La courbe s'inverse à partir de 2030**, quand l'audit permanent est en régime de croisière. Nous préférons publier ce creux plutôt que de le maquiller.

LA RÈGLE DE SÉQUENCEMENT

1. **Mandat 1 — les engagements fermes**, gagés dès l'année 1 : justice, sécurité, immigration, TPE et artisanat (gagés par la CSMB), noyau famille, AAH, zéro enfant à la rue, défense, souveraineté numérique.
2. **Le reste est conditionné**. Chaque extension ne se déclenche que lorsque les audits libèrent les économies correspondantes *et* que les recettes sont constatées. Le calendrier est publié et suivi publiquement.
3. **La trajectoire est constitutionnelle**, avec une clause de souplesse de ± 3 ans en cas de choc.

Chaque levier porte le numéro de la mesure qui le crée. Les fourchettes sont volontairement prudentes.

Audit général de l'État et DAPE — missions, interventions, subventions (M78-79)	+15 à 25 Md€
Refonte de l'impôt sur le revenu et suppression massive des niches (M9)	+10 à 15 Md€
CSMB — contribution sociale sur les marges brutes (M7)	+10 à 15 Md€
Crédibilité de la signature de la France — prime de risque, à terme (M77)	+5 à 15 Md€
Aides extérieures non statutaires et discipline du pouvoir (M129, M80)	+2,2 à 5,5 Md€
Lutte contre la fraude et les abus (M44, M113)	+2 à 4 Md€
Prévention santé, à dix ans (M45)	+2 à 5 Md€
Subventions aux collectivités sur projet (M81)	+1 à 2 Md€
Refondation de l'audiovisuel public (M136)	+0,5 à 1 Md€
Statut Serviteur (M2-4)	+0,16 à 0,3 Md€
Total identifié	+48 à 88 Md€ / an

Pas un euro d'impôt nouveau pour les ménages. Les recettes nouvelles pèsent sur les grands groupes à fortes marges, sur les niches captées par l'optimisation, sur la fraude, et sur la dépense publique inutile.

Le total des dépenses à terme excède volontairement les recettes de croisière : **tout ne démarre pas en même temps**, et c'est écrit. C'est le sens de la règle de séquençage de la page précédente : une extension ne se déclenche que lorsque l'économie qui la finance a été constatée, pas annoncée.

Ce guide a ouvert dix dossiers — dix-sept mesures. Le corpus en compte cent quarante-quatre, publiées en entier, gratuitement, sans inscription.

Sur les144.fr, chaque mesure dispose de sa propre page : le constat avec ses sources, la rédaction juridique, le chiffrage détaillé, le calendrier de mise en œuvre, les objections traitées une par une. S'y ajoutent la trajectoire financière complète, le tableau « Qui paie ? », et un décryptage publié chaque jour.

Vous pouvez y accéder mesure par mesure : les144.fr/m1, les144.fr/m47, les144.fr/m144 — le numéro suffit.

Cent quarante-quatre mesures. Aucune n'est cachée.

Lisez-les. Contestez-les. Reprenez-les. Elles ont été écrites pour ça.

les144.fr

Louis-Henri ALIX

Auteur des 144 propositions

Ces propositions ne sont, à ce jour, portées par aucune candidature. Édition du 10 septembre 2026 — les chiffres et les sources sont ceux du corpus publié sur les144.fr à cette date.

Sources principales — INSEE, comptes nationaux 2025 · Cour des comptes, « La situation des finances publiques début 2026 » (19 février 2026) · Agence France Trésor, programme de financement 2026 · PLF 2026, annexe Voies et moyens · INSEE, « Niveau de vie et pauvreté en 2023 » (juillet 2025) · Sénat, commission d'enquête sur les agences (juillet 2025) · Baromètre CEVIPOF 2025 · Baromètre UNICEF / Fédération des acteurs de la solidarité 2025. L'annexe complète des sources figure sur le site.